

Le budget

[Français]

M. Jean Landry (Lotbinière, BQ): Madame la Présidente, j'écouterais attentivement les discours de madame la députée et j'aurais une petite question. Je l'écouterais disant qu'elle voulait rapporter en trois ans ces coupures du Budget fédéral. J'aimerais qu'elle me dise, en ce qui concerne l'assurance-chômage, quelles sont leurs prévisions. Dans un avenir de trois ans, que fera-t-on avec l'assurance-chômage?

[Traduction]

Mme Bridgman: Madame la Présidente, je remercie le député de ses questions.

À l'origine, l'assurance-chômage se voulait un programme destiné aux personnes qui étaient temporairement sans emploi. Ce concept était très valable à l'époque. Avec le temps, il semble que les attitudes ont changé.

Nous préconisons un retour à la raison d'être initiale du programme. Revenons au programme d'assurance, tel qu'il était à l'origine, et faisons-en profiter ceux et celles qui en ont besoin.

M. Dick Harris (Prince George—Bulkley Valley, Réf.): Madame la Présidente, je voudrais féliciter ma collègue pour son exposé. J'étais assis ici lorsque la députée du Parti libéral a posé une question au sujet des compressions que le Parti réformiste ferait dans les paiements de SV accordés aux personnes âgées.

Les députés libéraux n'ont pas lu le budget des contribuables. S'ils avaient écouté les réponses à la question qu'ils ont posée maintes et maintes fois à la Chambre au sujet de la façon dont nous traiterions la SV, ils nous auraient entendus dire clairement à de nombreuses reprises que les personnes âgées dont le revenu du ménage dépasse 50 000 \$ par année seraient les seules à être touchées par le budget du Parti réformiste. Comme la députée du Parti libéral le sait bien, celles dont le revenu est inférieur ne seraient pas touchées.

Mme Bridgman: Madame la Présidente, l'observation que j'ai faite à la députée d'en face était peut-être un peu faible. Je remercie mon collègue de l'avoir clarifiée.

M. Dick Harris (Prince George—Bulkley Valley, Réf.): Madame la Présidente, je suis heureux d'avoir l'occasion, aujourd'hui, de me pencher sur le budget. Chose certaine, j'en ai parlé à quelques reprises dans ma circonscription. Je tiens à dire que les centaines d'électeurs qui ont assisté à des réunions locales portant sur ce budget appuient la position réformiste qui veut que ce budget reflète bien le manque de courage du Parti libéral.

• (1615)

En effet, avant les prochaines élections, le gouvernement libéral aura ajouté 100 autres milliards de dollars à notre dette nationale. À la suite de la présentation de ce budget, nos paiements d'intérêts sur notre dette nationale s'élèveront à 50 milliards de dollars et plus. Tout cela avant les prochaines élections. Dans ce budget libéral, on essaie de nous faire croire que c'est merveilleux d'avoir pour objectif de réduire à 25 milliards de dollars le déficit d'ici 1997.

Lorsqu'on tient compte de tous ces facteurs, il est difficile de voir comment les Canadiens préoccupés par notre situation financière pourraient considérer qu'il s'agit là d'un budget dur, comme le Parti libéral le prétend, ou d'un budget qui va donner la possibilité, comme le ministre des Finances l'a déclaré, de juguler le déficit. Cela fait maintenant plus de 20 ans que les ministres des Finances parlent de juguler le déficit. Pourtant, le gouvernement entend continuer de dépenser chaque année plus qu'il ne reçoit.

Les ministres des Finances ne cessent de prévoir des déficits très loin de la réalité. Je n'irais jamais jusqu'à accuser le gouvernement ou le ministre des Finances de présenter les chiffres sous un jour favorable ou même de les truquer. J'ai autant confiance dans l'exactitude des chiffres que renferme le budget de 1995 que dans la possibilité de voir les libéraux réformer les programmes sociaux avant la tenue d'un référendum au Québec.

Puisque je parle de chiffres, cela m'amène nécessairement à parler de la notion d'objectifs que le ministre des Finances utilise avec beaucoup de légèreté. Il ne cesse de nous répéter que le gouvernement a atteint ses objectifs et qu'il continuera de le faire à l'avenir.

Je suppose que lorsque l'objectif, c'est l'océan, il est facile alors pour une personne qui se tient au bout d'un quai de se jeter à l'eau et de dire qu'elle a atteint son objectif. Bien entendu, ce que cela signifie, c'est que l'objectif est si large et si facile à atteindre qu'il est impossible de ne pas le réaliser.

En fait, l'objectif visé est faible. Cette réduction du déficit à 3 p. 100 du PIB, dont le gouvernement libéral est si fier, est insuffisante. C'est ce qu'ont dit le FMI, l'OCDE et tout le monde des affaires au Canada. Les libéraux en sont conscients. La Chambre de commerce du Canada a réclamé l'élimination totale du déficit en 1997-1998, mais les libéraux n'ont pas eu le courage politique voulu pour s'engager à réaliser un objectif comme celui-là.

Il appartenait donc aux réformistes de s'attaquer aux véritables problèmes des Canadiens et c'est exactement ce qu'ils ont fait par le truchement de leur budget des contribuables, un budget élaboré à partir des suggestions des Canadiens et qui témoigne d'un engagement ferme visant à éliminer le déficit en trois ans et à protéger la viabilité, l'existence même de nos programmes sociaux.

Le ministre des Finances a déclaré devant le Comité des finances que son objectif ultime était un budget équilibré, mais il a refusé de nous présenter un plan détaillé nous précisant à quel moment les Canadiens peuvent espérer obtenir ce budget équilibré. Il n'existe pas de plan, mais le ministre a dit que tel était l'objectif. Se pourrait-il que, comme ses prédécesseurs, le ministre ne sache pas vraiment quels seront les déficits des années à venir?

• (1620)

Nous avons déjà entendu parler d'objectifs et nous avons toujours constaté que jamais personne ne les atteignait. Par conséquent, les députés du gouvernement devraient cesser de pontifier au sujet des objectifs. Un déficit de 25 milliards de